

COMMISSION DES FINANCES ET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
DU BUDGET EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 14 FEVRIER 2007

WOENSDAG 14 FEBRUARI 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 21 sous la présidence de M. Bart Tommelein.

01 Question de M. Carl Devlies au secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'avis de la Commission de la protection de la vie privée" (n° 14177)

01.01 Carl Devlies (CD&V) : La Commission de la protection de la vie privée a récemment rendu un avis sur l'avant-projet de loi fédérale visant à régulariser le fonctionnement du SPF Finances dans une série de domaines. Au vu de ce document imposant de quinze pages, nous avons des raisons de nous inquiéter sérieusement des méthodes de travail actuelles du département des Finances. Le SPF Finances dispose d'informations sensibles mais ne les traite pas toujours conformément à la loi sur la protection de la vie privée. La Commission de la protection de la vie privée indique qu'en conséquence, les fonctionnaires fiscaux enfreignent souvent cette loi *nolens volens*.

Les bases de données insuffisamment sécurisées et les bases de données parallèles qui enfreignent la disposition selon laquelle les données collectées dans un but précis par un service spécifique ne peuvent servir à d'autres fins ne constituent que quelques exemples des menaces pesant sur la vie privée du contribuable. Comment le secrétaire d'État pense-t-il faire respecter le droit des contribuables au respect de leur vie privée ? Quelles infractions sont actuellement commises ? Quelles mesures le secrétaire d'État compte-t-il prendre à cet égard ?

Des bases de données risquent d'être constituées parallèlement à des dossiers fiscaux. En outre, je constate que ces bases de données ne sont pas suffisamment sécurisées et qu'on peut y accéder à l'aide d'un simple mot de passe.

01.02 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Il est apparu clairement lors de la mise en oeuvre de Coperfin que le SPF Finances est tenu de respecter les dispositions de la loi sur la protection de la vie privée de 1992 dans le cadre du traitement des données à caractère personnel du contribuable. C'est la raison pour laquelle l'avant-projet de loi a été soumis pour avis à la commission de protection de la vie privée.

Cet avant-projet est le résultat d'une évolution dans le cadre de laquelle le SPF Finances a toujours cherché à respecter un équilibre entre la protection de la vie privée du contribuable d'une part et l'accomplissement rapide et efficace de ses missions. Cet équilibre est difficile à atteindre et il a fallu rechercher des solutions nouvelles. L'avis de la commission de protection de la vie privée a été demandé afin de vérifier si les solutions trouvées offrent des garanties suffisantes en matière de protection de la vie privée des contribuables. L'avis de la commission ne critique pas en fait le fonctionnement actuel du SPF Finances mais attire surtout l'attention sur les problèmes qui pourraient naître dans le cadre de l'introduction des nouvelles techniques qui doivent permettre un traitement et une détection plus efficaces des cas de fraude.

L'incidence de l'avant-projet sur la protection des données à caractère personnel du contribuable est en effet loin d'être négligeable. Le traitement des données fiscales est une affaire extrêmement sensible dans le cadre de la protection de la vie privée. Un règlement concernant le traitement de ces données s'impose dès

lors.

Les observations émises par la commission de protection de la vie privée ont conduit à une modification de l'avant-projet de loi et de l'exposé des motifs. Nous n'avons bien évidemment pas l'intention d'enfreindre la loi sur la protection de la vie privée ou d'autres législations encore. Pour l'heure, le texte de l'avant-projet est encore affiné sur le plan de la technique juridique et n'a pas encore été soumis au Conseil des ministres. Il ne reflète donc pas pour l'instant la position du gouvernement.

01.03 Carl Devlies (CD&V) : Le secrétaire d'État cherche à s'en tirer à bon compte. La demande d'avis a été adressée à la commission de protection de la vie privée au début du mois de janvier. Or, il y a quelques jours seulement que j'ai pu prendre connaissance de l'avis sur l'internet. Il m'étonnerait que le secrétaire d'Etat ait eu le temps d'adapter l'avant-projet de loi. Un nouveau projet de loi doit d'ailleurs à nouveau être soumis pour avis à la commission de protection de la vie privée.

Dans l'intervalle, des infractions à la loi sur la protection de la vie privée sont commises quotidiennement au sein du SPF Finances. La commission de protection de la vie privée est claire : l'avis final sur l'avant-projet sera négatif.

La Commission de la protection de la vie privée avait également des observations à formuler sur les procédures de contrôle. Je suggère la création d'un Comité F destiné à organiser le contrôle du fonctionnement des services financiers et fiscaux des autorités belges.

La Commission de la protection de la vie privée doit être entendue sur ce grave problème lors d'une réunion spéciale.

Le **président** : La Commission de la protection de la vie privée peut venir apporter des éclaircissements au sujet d'un projet de loi, mais il n'y aura pas d'audition pour un avant-projet.

01.04 Carl Devlies (CD&V) : Actuellement, le SPF Finances enfreint la législation sur la protection de la vie privée. Une audition peut également intervenir indépendamment d'un projet de loi.

01.05 Luk Van Biesen (VLD) : La Commission de la protection de la vie privée peut nous exposer les problèmes dans un rapport écrit.

Le **président** : Un haut responsable du SPF Finances sera entendu après le congé de carnaval. Ce sera l'occasion pour M. Devlies de poser ses questions.

01.06 Hervé Jamar, secrétaire d'État (*en français*) : Trois professeurs d'université et l'administration travaillent depuis trois ans sur la question de l'équilibre entre la lutte contre la fraude, la protection de la vie privée et la modernisation des Finances.

Ce projet de loi a été soumis à la Commission de protection de la vie privée. Je suis surpris que M. Devlies s'étonne que l'on puisse travailler rapidement et bien. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas adapter le texte dans un délai tout à fait raisonnable.

Il faut faire attention à la procédure en tant que telle. Celle-ci est engagée avec un avis qui est demandé. Il ne faudrait pas que l'on demande à entendre la Commission de protection de la vie privée alors que, dans deux mois, les Chambres seront dissoutes.

Cette loi est importante parce qu'elle conditionne la mise en application du dossier unique. Nous travaillons relativement rapidement et j'espère très bien. Je veux donc être optimiste et croire que ce texte pourra encore être voté sous cette législature.

01.07 Carl Devlies (CD&V) : Le SPF Finances doit pouvoir procéder aisément à des échanges de données mais il ne peut enfreindre la loi. Il convient de trouver un bon équilibre afin de préserver la vie privée des contribuables.

L'incident est clos.

02 Question de M. Carl Devlies au secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "le recrutement d'étudiants jobistes au SPF Finances" (n° 14189)

02.01 **Carl Devlies** (CD&V) : Le SPF Finances recrute chaque année environ 1.000 étudiants jobistes. Le secrétaire d'État avait déclaré en novembre 2005 que la sélection s'opérait sur la base de la situation sociale des candidats mais il ressort de mes informations qu'il est plutôt question d'interventions politiques.

Existe-t-il une liste de candidats ? Comment s'effectue la sélection ? Se base-t-on sur des règles objectives et les refus sont-ils motivés ?

02.02 **Hervé Jamar**, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Le plan du personnel 2007 prévoit le recrutement de 1.200 étudiants jobistes avec un contrat de 15 jours. Il y a largement suffisamment de candidats pour répondre aux besoins du SPF. Tous les candidats figurent sur une liste. La sélection est réalisée par une cellule indépendante. Priorité est donnée aux cas sociaux et aux enfants de membres du personnel. Chaque candidat est informé par écrit de la décision qui est prise.

02.03 **Carl Devlies** (CD&V) : Le secrétaire d'État dément donc que les interventions politiques sont déterminantes dans les recrutements ?

Le **président** : Le secrétaire d'État dément ces assertions.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 15 h 42.

De vergadering wordt geopend om 15.21 uur en voorgezeten door de heer Bart Tommelein.

01 Vraag van de heer Carl Devlies aan de staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het advies van de Privacycommissie" (nr. 14177)

01.01 **Carl Devlies** (CD&V) : De Privacycommissie bracht recent een advies uit over het federale voorontwerp van wet om de werking van de FOD Financiën op een aantal gebieden te regulariseren. Uit dit sterke document van vijftien pagina's blijkt dat we ons grote zorgen moeten maken over de huidige manier van werken bij Financiën. De FOD Financiën beschikt over gevoelige informatie, maar blijkt daar niet altijd mee om te springen zoals de wet op de bescherming van de privacy dat oplegt. De Privacycommissie wijst erop dat de fiscaal ambtenaren daardoor vaak nillens willens de wet op de bescherming van de privacy overtreden.

Onvoldoende beveiligde databanken en parallelle databanken die ingaan tegen de bepaling dat gegevens die een bepaalde dienst verzamelt voor één doel, niet mogen worden gebruikt voor andere doeleinden, zijn slechts enkele voorbeelden van de privacyrisico's die de belastingplichtige loopt. Hoe denkt de staatssecretaris het recht op privacy van de belastingplichtigen te zullen eerbiedigen? Welke inbreuken zijn er momenteel? Welke maatregelen zal de staatssecretaris hiertegen nemen?

Het gevaar bestaat dat gegevensbanken parallel met fiscale dossiers worden aangelegd. Bovendien zie ik ook dat die databanken onvoldoende beveiligd worden en dat men zich gewoon met een paswoord toegang kan verschaffen tot die databanken.

01.02 Staatssecretaris **Hervé Jamar** (*Nederlands*) : Bij het uitvoeren van Coperfin werd duidelijk dat de FOD Financiën zich bij het verwerken van persoonlijke gegevens van de belastingplichtige moest schikken naar de bepalingen van de privacywet uit 1992. Daarom werd het voorontwerp van wet voor advies aan de Privacycommissie voorgelegd.

Dit voorontwerp is het resultaat van een evolutie, waarbij de FOD Financiën altijd heeft gestreefd naar een evenwicht tussen de bescherming van de privacy van de belastingplichtige enerzijds en een vlotte en snelle uitvoering van de taken anderzijds. Dit evenwicht is moeilijk en maakte de nood aan nieuwe oplossingen duidelijk. Het advies van de Privacycommissie werd ingewonnen om na te gaan of de gevonden oplossingen een voldoende waarborg bieden voor de bescherming van de privacy van de belastingplichtigen. Het advies van de commissie is niet zozeer een kritiek op de huidige werking van de overheidsdienst Financiën, maar wijst vooral op de privacyproblemen die in de toekomst kunnen rijzen naar aanleiding van de invoering van nieuwe technieken die een meer gestroomlijnde behandeling en een efficiëntere opsporing van fraude mogelijk moeten maken.

Het voorontwerp heeft inderdaad een aanzienlijke impact op de bescherming van de persoonlijke gegevens van de belastingplichtige. Fiscale gegevens zijn bij uitstek privacygevoelig. Een reglementering op het verwerken van dergelijke gegevens is dan ook nodig.

De opmerkingen van de Privacycommissie hebben geleid tot een wijziging van het voorontwerp van wet en van de memorie van toelichting. Het is immers zeker niet de bedoeling om de privacywet of andere wetten met voeten te treden. De tekst van het voorontwerp wordt momenteel nog juridisch-technisch op punt gesteld en werd nog niet voorgelegd aan de Ministerraad, dus verwoordt hij zeker nog niet het standpunt van de regering.

01.03 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris maakt er zich gemakkelijk vanaf. De vraag om advies werd begin januari aan de Privacycommissie bezorgd, maar ik heb het advies slechts enkele dagen geleden op het internet teruggevonden. Het zou me verwonderen dat de staatssecretaris het voorontwerp van wet op die tijd al heeft aangepast. Een nieuw wetsontwerp moet trouwens opnieuw voor advies naar de Privacycommissie.

Het blijft intussen een feit dat in de FOD Financiën de privacywet dagelijks wordt overtreden. De Privacycommissie is duidelijk: het voorontwerp krijgt een negatief eindadvies.

De Privacycommissie had ook opmerkingen over de controleprocedures. Ik stel voor dat er een Comité F wordt opgericht voor de organisatie van het toezicht op de werking van de financiële en fiscale diensten van de Belgische overheid.

De Privacycommissie moet in een afzonderlijke vergadering worden gehoord over dit ernstige probleem.

De **voorzitter**: De Privacycommissie kan toelichting komen geven over een wetsontwerp, maar er zal geen hoorzitting komen voor een voorontwerp.

01.04 Carl Devlies (CD&V): Momenteel overtreedt de FOD Financiën de wetgeving op de privacy. Er kan ook een hoorzitting komen los van een wetsontwerp.

01.05 Luk Van Biesen (VLD): De Privacycommissie kan ons de problemen meedelen in een schriftelijk verslag.

De **voorzitter**: Na de krokusvakantie is er een hoorzitting met een topman van de FOD Financiën. De heer Devlies kan dan zijn vragen stellen.

01.06 Staatssecretaris Hervé Jamar (Frans): Drie universiteitsprofessoren en de administratie werken sinds drie jaar aan de kwestie van het evenwicht tussen de fraudebestrijding, de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de modernisering van Financiën.

Dit wetsontwerp werd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voorgelegd. Het verbaast mij dat de heer Devlies er zich over verwondert dat men snel en goed zou kunnen werken. Ik zie niet in waarom we de tekst niet zouden kunnen aanpassen binnen een zeer redelijke termijn.

Men moet oppassen met de procedure als zodanig. Zij wordt ingeleid door het aanvragen van een advies. Het zou niet goed zijn de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te horen terwijl de Kamers over twee maanden zullen worden ontbonden.

Deze wet is belangrijk omdat zij de toepassing van het enig dossier conditioneert. Wij werken vrij snel en naar ik hoop zeer goed. Ik wil dus optimistisch zijn en ervan uitgaan dat deze tekst nog tijdens deze zittingsperiode zal worden goedgekeurd.

01.07 Carl Devlies (CD&V): De FOD Financiën moet vlot gegevens kunnen uitwisselen, maar mag de wet niet overtreden. Er moet een gepast evenwicht worden gevonden om de privacybelangen van de belastingplichtigen te vrijwaren.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Carl Devlies aan de staatssecretaris voor Modernisering van de Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "de aanwerving van jobstudenten bij de FOD Financiën" (nr. 14189)

02.01 Carl Devlies (CD&V): De FOD Financiën werft jaarlijks ongeveer 1.000 jobstudenten aan. In november 2005 zei de staatssecretaris dat de selectie gebeurt op basis van sociale behoefte, maar uit mijn informatie blijkt dat er sprake is van politieke voorspraak.

Is er een lijst van sollicitanten? Hoe gebeurt de selectie? Hanteert men objectieve regels en worden afwijzingen gemotiveerd?

02.02 Staatssecretaris Hervé Jamar (*Nederlands*): Het personeelsplan 2007 bepaalt dat er 1.200 jobstudenten zullen worden aangeworven met een contract van vijftien dagen. Er zijn meer dan voldoende kandidaten om aan de behoeften van de FOD te voldoen. Die worden allemaal opgenomen op een lijst. De selectie gebeurt door een onafhankelijke cel, waarbij voorrang wordt gegeven aan sociale gevallen en aan kinderen van personeelsleden. Elke sollicitant wordt schriftelijk op de hoogte gebracht van de genomen beslissing.

02.03 Carl Devlies (CD&V): De staatssecretaris ontkent dus dat de tussenkomst van politici doorslaggevend is bij de aanwerving?

De **voorzitter**: Dat wordt door de staatssecretaris ontkend.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 15.42 uur.